

# CONSULTATION PUBLIQUE CONCERNANT LA REALISATION DES RACCORDEMENTS FINALS FTTH SUR TOUT LE TERRITOIRE

Contribution d'Axione – Version publique



## Synthèse

Axione remercie l'Autorité pour cette occasion de se prononcer sur le sujet particulièrement important du raccordement final. Cette synthèse présente les principaux éléments de notre contribution en introduction de nos réponses détaillées par question.

En titre liminaire, Axione partage avec l'Autorité la responsabilité de l'OI dans le bon déroulement des raccordements tant en termes de sécurité, de qualité et de délai. Nous avons consacré beaucoup d'énergie durant l'année 2020 à rééquilibrer avec succès les relations entre OI et OC sur cette question centrale et médiatique du raccordement final. Pour que cette étape puisse produire la promesse qu'elle embarque, Axione attend de l'Autorité la poursuite d'un fort soutien dans la bonne mise en œuvre opérationnelle du dispositif contractuel, en veillant tout particulièrement à la participation immédiate, efficace et raisonnable de chaque intervenant à sa réussite.

### ***Sur les aspects techniques du raccordement final***

Axione est fortement engagé dans l'amélioration de la qualité des raccordements finaux, et donc particulièrement des raccordements effectués en mode STOC qui représentent plus de 90% des raccordements effectués chaque mois, comme en témoigne la mise en place d'un nouveau contrat STOC précisant les responsabilités de chaque acteur et son engagement à réussir sans délai la mise en œuvre opérationnelle et le suivi de la bonne exécution du contrat. Axione continuera à être actif pour proposer et implémenter des pistes d'amélioration en vue de garantir la qualité du raccordement final et l'intégrité des réseaux FttH avec une vocation d'exemplarité et de reproductibilité aux pratiques du secteur.

Il importe pour les opérateurs commerciaux de maîtriser leur chaîne de sous-traitance en limitant les niveaux de sous-traitance et de s'assurer de l'équipement et de la formation des personnes présentes sur le terrain. Le nouveau contrat STOC prévoit ainsi un accompagnement de l'OI vers les entreprises sous-traitantes, préalablement à leur intervention sur les réseaux.

En ce qui concerne les raccordements longs ou complexes, Axione insiste pour qu'ils continuent à être réalisés en mode OI exclusivement. En effet, dans le cas des Réseaux d'Initiative Publique, les engagements politiques des collectivités territoriales en faveur du raccordement pour tous, les obligations liées à la documentation des infrastructures constitutives du réseau – génie civil et câble – et l'équilibre du mécanisme de subventionnement généralement à l'œuvre nécessitent la réalisation du raccordement en propre. Ce processus est par ailleurs en place sur nos réseaux et se montre efficace : le mode OI a permis de réaliser plus de [...] raccordements dans un délai moyen de [...] jours tout en respectant les spécificités de chaque territoire.

### ***Sur les aspects économiques du raccordement final***

Il sera utile de revaloriser le tarif d'usage du raccordement final en le mettant au niveau de la référence pertinente dans la zone moins dense d'initiative privée, c'est-à-dire le tarif d'usage moyen payé par les opérateurs commerciaux selon le barème de l'offre d'accès d'Orange. Ce niveau de référence serait donc d'environ 400 €, ce qui entraînerait ainsi une revalorisation du prix de vente du raccordement dans les offres de référence des réseaux que nous exploitons pour lesquels les catalogues de service proposent en général un tarif CAPEX de 250 €.

Cette augmentation se traduirait nécessairement par une revalorisation de la rémunération des sous-traitants pour une meilleure qualité des raccordements finaux, revalorisation cohérente avec le modèle de coût proposé par l'Autorité dans la consultation. Pour ce dernier point, il est important que le sous-traitant de dernier niveau soit rémunéré à niveau proche du tarif de sous-traitance versé par Axione à l'OC dans le cadre du mode STOC, ce qui ne semble pas être le cas aujourd'hui.

Ces mouvements ne résoudront pas pour autant les questions de coûts non couverts à date dans les raccordements en zone moins dense, et notamment en zone d'initiative publique :

(i) absence de Génie Civil historique ou Génie Civil cassé non pris en charge dans l'économie de l'offre GC BLO. Malgré les éléments partagés lors des récentes analyses de marché, Axione ne peut que constater que l'offre GC BLO d'Orange, vendue comme une "offre d'accès" n'est pas cohérente, et qu'il n'appartient pas à l'OI

de prendre à sa charge les coûts d'adduction du domaine privé. Il apparaît par ailleurs complexe et politiquement risqué de le faire porter au Client Final alors que nous lui imposons un passage du Cuivre à la Fibre ;

(ii) recours aux infrastructures Enedis, pour lesquelles les processus opérationnels sont à ce stade inadaptées - et donc coûteuse - sans compter le niveau de redevance demandé, voire illégitime alors même que la mobilisation massive d'infrastructures Enedis en zone publique permet à la fois aux AODE et à Enedis de percevoir une redevance élevée.

Concernant les modalités tarifaires, Axione souhaite conserver un tarif d'usage unique pour toutes les typologies, et réévalué avec la nouvelle référence tarifaire (situation b selon le texte de la consultation). Néanmoins, Axione envisage de fixer un tarif différencié pour les raccordements les plus longs afin de couvrir les risques liés aux cas exceptionnels et qui ne sont pas pris en comptes dans les contrats de DSP.

Les coûts supportés par Axione peuvent varier d'un territoire à l'autre, ce qui pose la question de la différenciation géographique du tarif d'usage. Néanmoins, les incertitudes liées au nombre et au coût des raccordements complexes rendent l'exercice difficile. Axione souhaite continuer à travailler avec l'Autorité sur ce sujet au-delà de la présente consultation.

En conclusion, il est nécessaire de prendre en compte les spécificités des Réseaux d'Initiative Publique pour modifier les modalités des raccordements finaux afin de permettre leur réalisation sur tout le territoire en trouvant un nouvel équilibre entre les collectivités délégantes, les opérateurs commerciaux et les opérateurs d'infrastructure, tout en s'appuyant sur les modalités déjà opérationnelles. Axione est prêt à travailler avec l'Autorité pour trouver cet équilibre au-delà de la présente consultation publique.

## Améliorer la qualité du raccordement final

### QUESTION 1 – RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Partagez-vous la synthèse établie par les services de l'Autorité des travaux d'état des lieux du groupe de travail « exploitation ».

Axione est en phase avec la totalité des sources de difficultés identifiées par l'Autorité concernant la qualité des raccordements.

Axione regrette néanmoins que le non-respect des dispositions contractuelles et ses effets n'aient été plus étayés dans la synthèse livrée. Comme l'indique justement l'Autorité, « les opérations de raccordement final sont dans leur grande majorité réalisées en mode STOC ». Il convient de rappeler que les modalités de cette sous-traitance sont, après négociations avec les OC, précisées et prévues contractuellement par l'OI, responsable des infrastructures FttH et des intervenants opérant sur ces dernières.

Ainsi, conformément aux clauses contractuelles, Axione impose que les opérations de raccordement « aérien » et/ou « souterrain » soient réalisées concomitamment par deux techniciens. Axione s'inquiète que cette obligation ne soit pas systématiquement respectée par les opérateurs, ce qui constitue d'ailleurs un manquement grave aux règles de sécurité. Axione rappelle que le contrat STOC dans sa version 21.01 prévoit que si un tel manquement est constaté, il induira le versement d'une pénalité par l'opérateur commercial, voire l'exclusion temporaire du sous-traitant réalisant l'opération de raccordement si les manquements s'avéraient répétés.

De manière générale, les travaux conduits sur le volet contractuel favoriseront de meilleures conditions d'exploitation. En effet, outre la définition et la distinction des notions de dégradations et de malfaçons, le contrat STOC dans sa version 21.01 établit également un cadre clair et une relation plus équilibrée entre l'OI et l'OC, en améliorant la réactivité de l'OI, en renforçant sa capacité d'accompagnement des OC (via des comités d'exploitation, la prise de RDV information/ formations avec les sous-traitants des OCEN) et son pouvoir de contrôle. Ce contrat entre donc bien dans la catégorie juridique des contrats de sous-traitance au sens de la loi du 31 décembre 1975.

Enfin, il est nécessaire que les sous-traitants mobilisés dans le cadre du raccordement final s'assurent de respecter toutes les règles permettant une qualité et une sécurité irréprochables et qu'ils puissent bénéficier de la rémunération associée. Cette nécessité serait facilitée par une limitation du nombre de sous-traitant à 3, en comptant l'OC sous-traitant de l'OI en mode STOC. En outre Axione souhaite que soit rendu obligatoire la transmission des plannings d'intervention des sous-traitant sur les réseaux qu'il exploite.

### QUESTION 2 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Concernant l'envoi par les opérateurs commerciaux des CRI enrichis et des CR STOC :

- ces flux d'informations sont-ils suffisamment exhaustifs (notamment : clichés avant/après des interventions, métadonnées) pour permettre aux opérateurs d'infrastructure de contrôler la réalisation des interventions ?
- ces flux d'informations sont-ils suffisants pour le suivi des interventions ou doivent-ils être complétés par la mise en place d'autres outils ? Détaillez le cas échéant.
- l'exploitation des données des CRI enrichis fait-il l'objet d'un contrôle systématique par l'OI ? Détaillez en les modalités le cas échéant.

Concernant les flux d'informations des CRI asynchrones (CRI enrichi) et des CR STOC, Axione considère qu'ils ne sont pas suffisamment exhaustifs pour assurer aux OI le contrôle et le suivi efficace des opérations de raccordement.

Ces flux d'informations doivent être complétés et normalisés dans le cadre de l'évolution des protocoles Interop qui sont d'ores et déjà définis et en cours d'implémentation par les OC. Le lot 2 du CRI asynchrone intègre d'ailleurs des données supplémentaires (ex : la nature des poteaux). Actuellement, l'annexe 7 du contrat STOC dans sa version 21.01 stipule que l'ensemble des informations suivantes doivent être communiquées par l'OC sous-traitant :

- L'envoi systématique de toutes les photographies de tous les éléments du réseau permettant de contrôler la qualité du raccordement : photo du point de pénétration du logement, du câble abonné sur traverse fibre (aéro-souterrain ou aérien), du câble abonné sur poteau ;
- Transmission systématique des métadonnées relatives à la géolocalisation et à l'heure de prise de la photo
- Le bilan optique
- Le GC tiers utilisé
- Le type de PBO
- Les coordonnées XY des poteaux
- Le numéro de décharge du reprovisionnement à chaud
- Le commentaire installation

Axione souligne l'importance de disposer de ces informations pour être en capacité d'assurer le suivi des actions menées sur le terrain. Il apparaît ainsi nécessaire que la transmission desdites données soit complète, fiable et systématique. Il s'agit d'un besoin qui est également partagé par nos Délégués. Axione invite l'Autorité à fixer une date butoir au 31 décembre 2021 pour l'implémentation de ces évolutions.

Les données CRI feront l'objet d'un contrôle systématique par Axione. Un logiciel a été développé pour répondre à l'objectif d'analyser automatiquement 100% des photographies envoyées par l'OC au travers d'algorithmes d'intelligence artificielle.

Axione est mobilisé pour faire du CRI enrichi un outil au service de la qualité des raccordements. Néanmoins si le CRI enrichi n'emporte pas de conséquence sur l'amélioration de la qualité du raccordement final, il sera nécessaire de trouver un autre moyen d'assurer cette qualité.

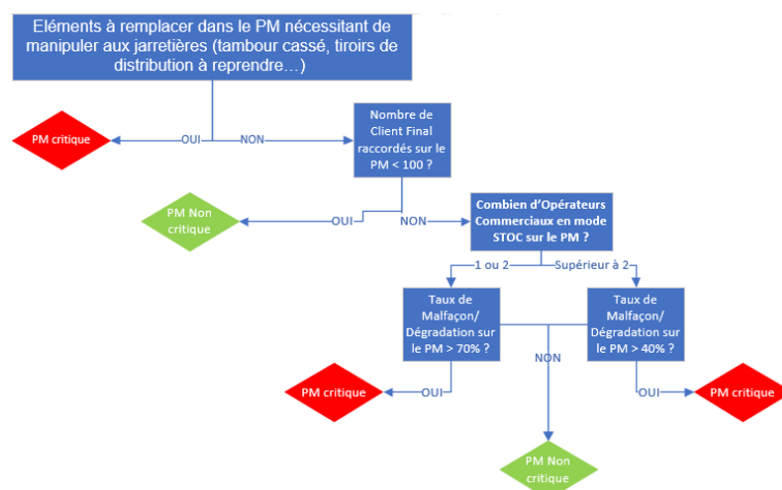
### QUESTION 3 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

La reprise de malfaçons est une étape indispensable dans la bonne exploitation des réseaux. Quel délai est imparti aux opérateurs commerciaux pour leur permettre d'intervenir et reprendre les défauts constatés ? Un processus de reprise des malfaçons partagé entre opérateurs vous apparaît-il nécessaire ? Quelles en seraient les modalités éventuelles, notamment en termes de délai ?

Axione a engagé une démarche de qualité de service optimale afin de préserver l'intégrité de ses réseaux. Il est alors impératif que les reprises de malfaçons se fassent rapidement afin d'assurer des conditions d'exploitation optimales des réseaux FttH. Actuellement, le délai contractuel de reprise est de 30 jours calendaire.

Axione considère ainsi que la reprise de malfaçon partagée par la communauté des opérateurs est nécessaire. Le nouveau contrat STOC a établi des critères permettant d'identifier les cas dits « critiques » dont la prise en charge est systématiquement réalisée en mode OI. Concernant le mode STOC, la reprise unitaire reste avant tout de la responsabilité de l'OC, l'OI n'intervenant qu'en cas de défaillance de ce dernier.

Les règles de gestion pour déterminer la typologie de reprise sont intégrées dans l'annexe 10 du contrat STOC dans sa version 21.01. Elles sont représentées dans le schéma suivant :



#### QUESTION 4 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Les préconisations du recueil de spécifications techniques du comité d'experts fibre optique pour les armoires de rue, notamment dans l'utilisation de serrures et de clés triangles, vous paraissent-elles adaptées ?

Le cas échéant, quels éléments pourraient devoir être améliorés ou ajoutés aux armoires pour en améliorer l'exploitation ?

Des expérimentations sont actuellement en cours sur les départements de l'Aisne et de la Sarthe pour nous permettre d'estimer précisément les différents effets induits par les différentes modalités d'ouverture de PM (smartphone / clé triangle). A ce stade, l'utilisation de clés triangle, une solution peu coûteuse, n'a pas contribué à la diminution des dégradations : les portes sont fréquemment abîmées et les serrures trop souvent forcées. L'absence d'effet de nouvelles solutions d'accès aux PM sur les actes de vandalisme est par ailleurs confirmée par le retour d'expérience négatif d'Orange.

Quant à l'ouverture des PM via smartphone, si elle n'agit pas sur les actes de vandalisme, elle a pour bénéfice d'offrir une meilleure traçabilité des interventions opérées sur la BLOM. Cela pose néanmoins la question du coût de cette solution et de sa prise en charge.

Pour Axione, les préconisations du recueil de spécifications techniques du comité d'experts fibre optique pour les armoires de rue, notamment dans l'utilisation de serrure et de clés triangles peuvent être utiles, mais ne sont pas des remèdes adaptés à une amélioration significative des conditions d'exploitation, voire sans effet sur les actes de vandalisme.

Axione considère que l'amélioration significative desdites conditions repose essentiellement sur l'utilisation d'outils de traçabilité permettant un suivi optimal des interventions conduites sur les infrastructures FttH par le responsable de son intégrité, l'OI. Elle est un moyen sûr et raisonnable de s'assurer de la qualité des raccordements finals réalisés par l'OC et sa chaîne de sous-traitance.

#### QUESTION 5 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Les prototypes d'armoires de rue équipés du nouveau dispositif de brassage vous paraissent-ils mieux adaptés aux opérations de brassage et de dépose des cordons optiques ?

Ce nouveau dispositif de brassage devrait-il faire l'objet d'une normalisation par le comité d'experts fibre optique, y compris pour ce qui concerne la longueur des cordons optiques ?

Quelles seraient les conséquences de l'utilisation par les opérateurs commerciaux de longueurs différentes de cordons optiques selon le type d'armoires et d'opérateurs ?

Vous paraît-il nécessaire de généraliser ce nouveau dispositif de brassage, y compris pour des armoires déjà installées ? Le cas échéant, quelles devraient être les modalités de reprise de ces armoires ?

S'agissant des prototypes d'armoires de rue équipés du nouveau dispositif de brassage et leur généralisation, Axione considère que les expérimentations menées par SFR sont intéressantes.

Axione s'oppose néanmoins à sa généralisation pour les PM existants dans la mesure où les coûts de reprise, non couverts à date par les contrats, seront supérieurs au bénéfice attendu. Quant aux PM prochainement déployés, elle introduirait plusieurs types de PM sur le terrain et rajouterait donc une complexité pour les techniciens intervenants. Pour toutes les raisons précitées, Axione considère donc que la généralisation de ce nouveau dispositif aux PM existants n'est pas une solution pertinente.

Concernant la longueur des jarretières, Axione préconise une longueur unique de 3.5m. Axione constate dans la DSP du Nord-Pas-de Calais que les techniciens opérant également sur Lille posent des jarretières dont la longueur de 9 m est inadaptée à nos PM (au lieu des 3,5m exigés dans nos STAS) – dont nous demandons le remplacement dans le cadre de reprises. Ces pratiques rappellent la nécessité de mettre en œuvre des ateliers afin de trouver des solutions et de les proposer aux raccordeurs opérant sur l'ensemble des zones.



#### QUESTION 6 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Quelles sont les différences et particularités (dans les matériels, les techniques) le plus souvent constatées sur le tronçon du raccordement final chez les opérateurs ? Le cas échéant, quelles difficultés sont-elles susceptibles d'induire ?

Quels sont les éléments techniques du raccordement final qui doivent faire l'objet d'une harmonisation supplémentaire ?

Les échanges bilatéraux entre opérateurs vous paraissent-ils suffisants pour permettre de les améliorer ?

L'organisation d'un atelier spécifique sur l'harmonisation des règles d'ingénierie entrant dans le raccordement final vous paraît-elle pertinente ? Le cas échéant, quels sont les éléments et les modalités qui doivent être étudiés ?

Outre le point indiqué dans notre réponse à la question 5, Axione ne constate pas de différence, de particularité notable.

Axione considère qu'une harmonisation supplémentaire des éléments techniques ne constitue pas une piste majeure à l'amélioration des conditions d'exploitation. Les écueils rencontrés ne sont pas soulevés par les règles d'ingénierie.

#### QUESTION 7 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Le déroulement des ateliers organisés entre opérateurs, ainsi que des études et des expérimentations lancées par certains opérateurs vous paraît-il satisfaisant pour permettre d'en évaluer les bénéfices escomptés ?

Le pilotage des travaux entrant dans l'amélioration de ces processus vous paraît-il suffisant ?

Estimez-vous nécessaire d'engager des travaux d'harmonisation de ces processus entre opérateurs, en particulier dans l'entretien des points de mutualisation et des points de branchements ?

Pour Axione, le déroulement des ateliers organisés entre opérateurs, les différentes études et expérimentations menés par certains opérateurs nous paraissent satisfaisants. Ils sont d'ailleurs la source de plusieurs évolutions contractuelles. Conformément au cadre réglementaire, ces évolutions protocolaires sont intégrées régulièrement dans nos contrats.

Axione n'estime pas nécessaire d'engager des travaux d'harmonisation concernant l'entretien des points de mutualisation et des points de branchement. Notre nouvelle version 21.01 du contrat STOC recouvre toutes ces questions.

#### QUESTION 8 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Les fichiers d'informations mis à disposition par les OI, notamment fichiers IPE et CR MAD, vous paraissent-ils suffisamment complets et fiables pour déterminer les caractéristiques des raccordements à réaliser ?

Quelles informations devraient être ajoutées ou fiabilisées (par exemple : longueur du raccordement) ?

Les informations contenues dans les fichiers IPE et CR MAD complétées par celles issues du requêtage du webservice OAPC paraissent suffisamment complètes et fiables pour déterminer les caractéristiques des raccordements à réaliser. Malgré la complémentarité et l'utilité de ces « outils », Axione constate que les OC ont un très faible usage de l'outil OAPC en Webservice.

De plus, enrichir le contenu des IPE pourrait alourdir le processus de traitement desdits fichiers, une difficulté, d'ores et déjà, rencontrée et remontée par les OC.

#### QUESTION 9 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Les flux d'échanges du protocole accès doivent évoluer pour permettre une meilleure fiabilisation des opérations de raccordement. Vous paraît-il nécessaire de communiquer le tracé des infrastructures à emprunter au format SIG ? Détaillez le cas échéant les informations qui doivent être ajoutées ou fiabilisées.

Axione considère qu'il pourrait être utile de communiquer le tracé des infrastructures à emprunter au format SIG. Axione a d'ailleurs partagé en Interop sa proposition d'envoyer le parcours prévisionnel du raccordement aux raccordeurs, qui en retour lui indique le parcours réellement utilisé. L'objectif final poursuivi est un strict alignement du référentiel SI aux données constatées sur le terrain.

#### QUESTION 10 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

La qualification du cheminement du câble de raccordement empruntant les infrastructures d'Enedis est réalisée par l'opérateur d'infrastructure antérieurement aux travaux de déploiement et aux opérations de raccordement final. Celui-ci est alors en mesure de procéder au calcul de charge des appuis aériens ainsi qu'à la pose des bandeaux verts.

À l'inverse, la réalisation a posteriori du calcul de charges par l'opérateur commercial interroge sur le traitement à apporter aux retours négatifs, en cas de dépassement des seuils autorisés.

- (i) Vous paraît-il pertinent de généraliser la réalisation des calculs de charge par les opérateurs d'infrastructures ? Dans quelles situations ce calcul pourrait être effectués par l'opérateur commercial à la suite du raccordement ?
- (ii) En cas de réalisation du calcul par l'opérateur commercial, quelles sont les modalités d'échanges et d'intervention à mettre en place pour régulariser le raccordement en cas de dépassement de la charge autorisée ?

Axione considère que le calcul de charge sur les appuis communs mobilisés uniquement pour le raccordement final est inutile :

- La charge supplémentaire d'un câble d'un raccordement final est extrêmement faible vis-à-vis de la charge initialement supportée ;
- Lorsque ce calcul indique une surcharge aujourd'hui, le poteau est déjà surchargé avant la prise en compte du câble de fibres optiques sans que cela ne pose un problème à Enedis ;
- Orange n'impose pas de calcul de charges pour ses poteaux mobilisés dans le cadre du raccordement final ;
- Elle ne constitue pas une garantie de sécurité supplémentaire. La sécurité serait bien mieux renforcée en s'assurant de la formation et du matériel utilisé par les techniciens sur le terrain.

Axione insiste sur le fait que le calcul de charge et la pose du bandeau vert associée est un obstacle opérationnel important au raccordement dans des délais raisonnables des locaux concernés qui sont généralement situés dans les zones rurales.

A contrario, l'état du poteau est une information majeure pour s'assurer d'une part des conditions de sécurité et d'autre part de la faisabilité immédiate de l'opération de raccordement. Axione appelle d'ailleurs à la normalisation de règles associées aux différents états possibles du poteau afin de simplifier le travail du raccordeur et de l'OI pour ce type d'opérations.

#### QUESTION 11 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Quels sont les retours sur expérience des acteurs dans la mise en œuvre de ces modalités spécifiées par Enedis ? Quelles améliorations ou simplifications peuvent être envisagées ?

Outre les éléments de l'état des poteaux de raccordement indiqués dans la réponse précédente, la communication par Enedis des poteaux avec fil nu dans un format adapté pour le raccordement final est également une des améliorations souhaitées par Axione. Ainsi, Axione demande à travailler via des ateliers sur ce type de solution qui traite de la sécurité.

#### QUESTION 12 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Quelles informations sont partagées par les opérateurs commerciaux en cas d'échec au raccordement, en particulier dans les cas d'échecs sur les infrastructures de génie-civil ? Détaillez les modalités prévues entre l'OC et l'OI.

Quelles informations doivent être ajoutées à ces flux d'échanges ?

Les échecs de raccordements sont encadrés chez Axione par des processus adaptés à chaque typologie d'échec : 18 à date.

Axione considère qu'il est nécessaire d'enrichir le CR STOC KO (et son CRI) pour palier le caractère imprécis et incomplet de son contenu. Cela se traduit notamment par l'ajout des champs suivants :

- Bilan optique
- GC Tiers utilisé



- Type PBO
- Type de raccordement PB-PTO
- Coordonnées XY des poteaux
- Numéro de décharge du *reprovisionnement* à chaud
- Commentaire Installation

#### QUESTION 13 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Partagez-vous l'analyse de l'Autorité sur la qualité perçue des raccordements et l'existence d'interventions insatisfaisantes ?

Quelles sont les solutions qui pourraient contribuer selon vous à assurer la qualité des raccordements à la fibre dans la partie privative ?

Quels sont les voies de recours mises en place par les opérateurs avec leurs abonnés en cas de dégradations ou malfaçons dans la réalisation des raccordements ? Quels délais sont habituels constatés ?

Axione partage l'objectif de l'Autorité. L'amélioration de la qualité des raccordements est fondamentale pour l'ensemble des acteurs et vecteur de confiance pour la bascule prochaine du cuivre vers la fibre.

Au-delà des potentielles mauvaises prestations effectuées par le sous-traitant, l'insatisfaction du client final peut également venir d'une méconnaissance de son rôle, notamment sur la mise à disposition d'une infrastructure d'accueil du câble de raccordement final sur le domaine privé. Une communication institutionnelle autour de ce sujet pourrait aider à informer le grand public.

#### QUESTION 14A – RECUEIL D'INFORMATIONS

Selon vos estimations, quelle serait la part des locaux déjà équipés en fibre optique qui ferait l'objet de l'installation d'un double câble de raccordement ?

Quelles sont les difficultés engendrées par ces raccordements supplémentaires dans la mise en œuvre du système de restitution des droits d'usage ? Il est demandé d'en préciser la nature et les parties impactées : l'OI, le nouvel OC et l'ancien OC.

Quelles adaptations aux modalités de restitution des droits d'usage pourraient être apportées afin de limiter les conséquences financières de ces raccordements ?

L'installation d'un double câble de raccordement dans un local reste, à date, une opération marginale. Ces cas sont traités en « reprovisionnement » ou par e-mutation, avec la vigilance des techniciens qui sont généralement au courant qu'ils ne doivent pas refaire un raccordement si une PTO est déjà existante. De manière globale, nous n'avons pas constaté d'enjeu sur la restitution des droits d'usage.

#### QUESTION 14B – RECUEIL DES REACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Partagez-vous l'analyse de l'Autorité sur la nécessité de la bonne mise en œuvre de la restitution des droits d'usage ?

Axione partage l'analyse de l'Autorité, il nous paraît nécessaire de suivre la bonne mise en place de la restitution des droits d'usage et nous sommes d'ores et déjà attentifs à leur bonne restitution.

#### QUESTION 15A – RECUEIL DES REACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Partagez-vous l'analyse des services de l'Autorité sur l'extension des procédures de portabilité à l'accès fixe à l'internet ?

Axione partage le constat de l'Autorité sur le fait que la référence PTO doit devenir la donnée d'identification d'une ligne lors d'un changement d'opérateur de détail.

#### QUESTION 15B – RECUEIL D'INFORMATIONS

La référence de la ligne vous semble-t-elle être une information bien connue des clients finals ? Quelles sont les difficultés éventuelles à systématiser la mention de la référence de la ligne sur les factures et dans l'espace client ?

Observez-vous une décroissance de l'utilisation des services de téléphonie fixe inclus aux offres fibre grand public, qui nécessiterait de revoir les procédures de portabilité de l'accès fixe ?

Le code RIO vous semble-t-il pouvoir être un moyen pertinent de véhiculer l'information de la référence PTO de l'ancien opérateur au nouvel opérateur ? Quels en sont les inconvénients le cas échéant ?

Dans la mesure où la référence PTO doit devenir le moyen d'identification principal de la ligne, il est nécessaire de la rendre accessible et connue du client final. L'accessibilité de cette information, qui est d'ailleurs obligatoire, facilite l'identification de la ligne par le client final et son parcours (ex : production d'un accès ou changement d'opérateur).

Outre les problématiques d'étiquetage, Axione n'identifie pas d'autres difficultés éventuelles à systématiser la mention de la référence de la ligne sur les factures et l'espace client.

Axione considère également que favoriser son usage auprès des OC pourrait les inciter à la tenir leurs obligations concernant l'étiquetage de la PTO. En effet, en tant qu'OI nous insistons sur l'importance de cette référence qui est d'ailleurs présente dans la route optique envoyée vers le sous-traitant. Afin d'être en capacité de maîtriser nos référentiels, nous demandons à l'OC de transmettre une photo de la PTO sur laquelle sa référence doit être indiquée. La validation de l'étiquetage nous permet de nous assurer de sa réalisation, de la fiabilité et de la lisibilité de l'information indiquée sur la PTO. Fin 2021, ce contrôle sera réalisé grâce à l'utilisation de techniques d'intelligence artificielle.

Pour Axione, le code RIO n'est pas un moyen pertinent pour véhiculer l'information de la référence PTO de l'ancien opérateur au nouvel opérateur. Comme largement partagé en GT « Données Eligibilité et de la commande », Axione s'oppose à l'utilisation du code RIO eu égard des risques suivants :

- **La rétention client** : L'obtention du RIO se fait auprès de l'opérateur cédant (avant le passage de commande auprès de l'opérateur nouvellement preneur). Ce dernier sera donc informé que son client souhaite changer d'opérateur et pourrait être tenté de mettre en place des processus de rétention. Ce processus est d'ailleurs existant : Des clients finals reçoivent des notifications par SMS dès demande de récupération de leur RIO
- **Cas du churn sans déménagement du client final et effet sur le parcours client** : L'usage du RIO pour récupérer la référence PTO alourdirait le parcours client. Le churn sur ligne existante induit que la référence PTO devrait être accessible et lisible. Pour Axione, il semble plus efficace et naturel de récupérer directement la référence de la PTO (présente sur la prise et/ou indiquée sur la facture/ espace client)
- **Non-pertinence de l'usage du code RIO lors du déménagement du client final** : Pour disposer des services internet, le client qui déménage d'un logement A pour occuper un logement B devra obtenir la référence PTO du logement B. Or, le code RIO dont il dispose est associé à la référence PTO du logement A.

#### QUESTION 15C – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Quels sont les outils utilisés par les opérateurs commerciaux dans l'identification des locaux et des lignes optiques ? Les informations relatives aux locaux dans les référentiels des boucles locales fibre vous paraissent-elles suffisantes ? Détaillez les différences que vous observez avec le fonctionnement des outils similaires utilisés sur la boucle locale cuivre.

Quelles améliorations vous sembleraient nécessaires ? En particulier, l'ajout d'informations sur le « casage » ou plus généralement sur l'identification des locaux, utilisées par exemple pour l'identification des lignes électriques ou la fourniture du gaz, vous paraissent-elles pertinentes ?

Selon quelles modalités ces informations devraient être partagées ? Une obligation supplémentaire de publication par les opérateurs vous paraît-elle nécessaire ?

Les outils principaux mis à disposition des opérateurs commerciaux pour l'identification des locaux et lignes optiques sont l'IPE, le CR STOC, et l'OAPC en webservice.

Dans le cas où des difficultés d'identification de l'adresse se présenteraient, Axione pense que les OC devraient proposer dans le parcours client une carte où le futur abonné pourrait cliquer sur sa maison.

#### QUESTION 15D – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Partagez-vous l'analyse de l'Autorité quant à la fiabilité des données sur les lignes existantes dans les systèmes d'informations ? Détaillez le cas échéant les difficultés induites par ces divergences.

Selon vos estimations, quel taux de fiabilité présentent ces informations dans les SI des opérateurs d'infrastructures ?

Selon vos estimations, quelle part de lignes déjà existantes font l'objet d'une construction d'un deuxième raccordement ?

Quelles mesures pourraient être adoptées afin de résoudre ces divergences ?

Le non-respect des routes optiques délivrées par l'OI est fréquemment identifié lors des audits terrains. Cette situation est d'autant plus préoccupante qu'elle croît avec le volume de raccordements et qu'elle impacte :

- notre maîtrise de nos référentiels SI ;
- notre capacité à identifier les besoins de désaturation.

Le non-respect des routes optiques indiquées par l'OI peut donc conduire aux situations évoquées par l'Autorité. Dans certains cas de figure, les OC pensent devoir poser une PTO alors que la PTO est déjà existante chez leur client, ou inversement. Également, le non-respect des routes optiques conduit à des difficultés au niveau du PBO qui peuvent parfois être saturés sans que l'information ne soit remontée dans les SI d'Axione. En effet, Axione peut fournir une route optique sur un PBO saturé car la vision dans les SI n'est pas celle-ci. Des travaux de recollement des SI avec le terrain sont en cours pour tenter de résoudre en partie le problème.

Par ailleurs, Axione déplore la sous-utilisation du WS OAPC via lequel l'information relative au statut de la PTO est communiquée aux OC. Via ce service, Axione partage également le contenu actualisé de sa base SIG et les routes optiques. Ce référentiel est mis à jour au fil des retours des sous-traitants. Son utilisation plus systématique permettrait à l'OC de disposer d'informations plus complètes et précises (cf. Question 8).

Enfin, il est à noter qu'environ un quart des demandes de reprovisionnement à froid par les OC sont clôturés avec comme conclusion « Pas de défaut constaté », et que de nombreux CR STOC KO sont incomplets, ce qui indique qu'une marge de progression existe pour les OC avec le niveau d'information actuellement à disposition.

## Coût de la réalisation des raccordements finals « standards » en zone d'initiative privée (modèle technico-économique)

### QUESTION 16 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Les OI sont invités à rappeler le critère qu'ils utilisent pour déterminer la typologie d'un raccordement final et s'ils envisagent des évolutions sur le choix du critère.

Les acteurs sont invités à renseigner, en justifiant leur choix, notamment par rapport aux conséquences pour les raccordements déjà réalisés, le critère qu'ils estiment le plus pertinent pour déterminer la typologie du raccordement final qui servira à établir son tarif.

Les nouveaux champs de la version 3.1 du protocole PM doivent-ils être complétés pour informer correctement les opérateurs pour la réalisation du raccordement final ?

Dans le cadre du contrat STOC, Axione utilise, notamment, pour les remboursements de l'OC, le champ de l'IPE « TypeRaccoPBPTO » pour déterminer la typologie d'un raccordement. Un tarif d'usage unique est établi pour les raccordements finaux quelle que soit leur typologie.

### QUESTION 17 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Les acteurs sont invités à renseigner, selon ces deux méthodes (mode de pose du PBO et cheminement du câble), et autant que possible en les croisant, la répartition des types de raccordement final qu'ils ont déjà réalisés et ceux dont l'étude a déjà été effectuée.

Pour les raccordements réalisés en 2020 sur les réseaux exploités par Axione, la répartition par typologie de cheminement du câble est la suivante : [...]

### QUESTION 18 – RECUEIL DES REACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Ces coûts par typologies vous paraissent-ils pertinents ?

Si non, pourriez-vous indiquer, à la lumière des résultats détaillés dans le tableau Excel annexé à la consultation et à l'aide d'éléments objectifs et documentés, les unités d'œuvre dont les coûts ne vous semblent pas correspondre à la pratique et le coût moyen que vous leur attribuez ?

N'étant pas présent en zone d'initiative privée et en ne réalisant qu'une très faible proportion de raccordements finals du fait de la prépondérance du mode STOC sur les réseaux que nous exploitons, Axione n'a pas de commentaire sur les coûts par typologie.

Cependant, les remontés du terrain indiquent que les tarifs facturés par les sous-traitants de dernier niveau sont bien inférieurs aux coûts d'intervention terrain présentés dans le modèle de coûts de l'Autorité. Cela peut s'expliquer par le non-respect des règles de l'art prises en compte dans la modélisation. Il conviendrait, pour valider ce modèle, de s'assurer que le sous-traitant de dernier niveau soit rémunéré à un tarif proche des coûts modélisés. Cela peut participer à amener la qualité au niveau nécessaire à la bonne exploitation des réseaux et à l'intégrité du patrimoine de la collectivité.

## QUESTION 19A - RECUEIL D'INFORMATIONS

Les acteurs sont invités à renseigner la nature et le montant des charges qu'ils supportent dans le cadre de la réalisation des raccordements final. Il est demandé de bien préciser la situation dans laquelle l'acteur supporte ces charges (réalisation avec des équipes internes, réalisation en sous-traitance, supportées par l'OI pour les raccordements finals réalisés en mode STOC, etc.).

Le tableau suivant liste les charges que supporte actuellement l'OI lors du premier raccordement d'un local.

Nature de charge	Montant	Qui supporte la charge ?
Intervention pour réalisation du raccordement final	Voir la grille STOC	OI qui paye l'OC dans le cadre d'un mandat STOC ou qui paye Axione en mode OI
Construction de génie civil si inexistant ou non pris en charge	[...]	OI avec de la sous-traitance
Construction de génie civil pris en charge par l'offre GC BLO d'Orange – différence entre le coût de construction et le forfait remboursé par Orange pour l'adduction	[...]	OI avec de la sous-traitance
Utilisation des appuis communs Enedis	82.50 €/appui en base 2015 évalué à 124 € pour chaque raccordement concerné	OI
Etudes et calculs de charge sur appuis communs Enedis	Coûts de personnel du bureau d'étude + coûts d'étude du contrat Enedis de 0.78 € par ml	OI
Outils informatiques de pilotage et de support au raccordement – reprovisioning à chaud, flux interop, provisioning à froid, analyse des CRI et CR STOC		OI
Audit, contrôle et reprise des malfaçons et SAV nécessaire sur les clients coupés lors de l'intervention en raccordement d'un technicien ;	Voir contrat STOC	Partage entre OI et OC selon les termes du contrat STOC
Coûts de structure – gestion contractuelle, etc		OI

En outre, l'offre GC BLO d'Orange doit pouvoir prendre en compte la reconstruction de tout génie civil d'adduction afin de répartir l'effort des raccordements complexes sur la totalité des accès FttH et non pas uniquement sur les clients finaux pour lesquels le GC est inexistant ou cassé, alors même que le passage à la fibre est « contraint » par le secteur et l'extinction prévue du réseau cuivre.

#### QUESTION 19B - RECUEIL DES REACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Les montants moyens agrégés renseignés par l'Autorité vous paraissent-ils pertinents ?

Chaque acteur (OI, OC et sous-traitant) de la réalisation du raccordement final supporte des charges qui lui sont propres, est-ce que l'ensemble de celles-ci doit être comptabilisé dans le tarif d'usage (flux n° 3) utilisé pour déterminer le montant de la restitution des droits d'usage (flux n° 4) ? Si non, qui supporte celles qui ne le sont pas et comment sont-elles facturées ?

L'Autorité ne détaillant pas les modalités de calcul des charges indirectes dont les montants sont indiqués dans la partie 3.3, il est difficile pour Axione d'auditer ces montants. Il est à noter que la liste des autres charges doit être complétée avec à tout le moins le coût de GC à construire, les coûts liés aux poteaux Enedis et la part OI des coûts liés aux malfaçons.

Axione estime que l'ensemble des charges doivent être comptabilisées dans le tarif d'usage, sauf les charges de reprise des malfaçons qui font l'objet d'une tarification spécifique dans le cadre du contrat STOC.

#### QUESTION 20 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Quelles évolutions les acteurs anticipent-ils pour les coûts de réalisation des raccordements finals, notamment concernant la main d'œuvre, le matériel et les charges ?

Axione anticipe une hausse des coûts due notamment à la hausse du coût de la main d'œuvre comme le démontre l'indice du coût du travail - Salaires et charges - Information, communication (NAF rév. 2 section J) - Base 100 en 2016 qui augmente constamment d'une année sur l'autre.

De plus, nous observons qu'un investissement permanent dans l'outillage SI est nécessaire pour maintenir une activité de raccordement intense et qualitative sur le long terme (ex : investissement dans l'Intelligence artificielle, stockage en masse de photographies de raccordements, etc...). En outre les sous-traitants devront investir pour permettre des raccordements dans les règles de l'art, notamment l'achat ou la location d'une nacelle.



## Raccordements finals hors cas « standards »

### QUESTION 21 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Les acteurs envisagent-ils des besoins spécifiques pour les entreprises sur le segment du raccordement final qui impacterait le coût du raccordement final, par exemple le multi-accès ? Le cas échéant, comment ces besoins sont-ils pris en compte et comment sont-ils facturés ?

Le cas du multi-accès sera traité comme un nouveau raccordement. Si un raccordement FTTH est existant sur le site client, le nouveau lien FTTE sera traité comme un lien standard (nouveau raccordement via les fibres surnuméraires) et également facturé comme un nouveau raccordement. Si le cas inverse se présente, le raccordement FTTE aura été effectué de la même manière sur les fibres surnuméraires et le raccordement FTTH arrivant dans un second temps utilisera la fibre FTTH dédiée à cet usage.

### QUESTION 22 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Est-ce que les acteurs envisagent une facturation particulière pour les raccordements finals d'entreprise en FttH ? Si oui, sur quelle caractérisation objective entendent-ils s'appuyer ? Les acteurs sont invités à répondre en distinguant trois aspects :

- (i) les pratiques sur le marché de détail, entre l'opérateur commercial et l'utilisateur final ;
- (ii) les pratiques entre l'opérateur et son sous-traitant pour la construction du raccordement ;
- (iii) les pratiques entre opérateur d'infrastructure et l'opérateur commercial pour le droit d'usage du raccordement.

Aucune facturation particulière n'est envisagée par Axione pour les raccordements FttH de locaux d'entreprises.

### QUESTION 23 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Concernant les raccordements finals d'entreprise de type « FttE », les opérateurs d'infrastructure sont invités à renseigner leurs coûts et à détailler les mécanismes de facturation qu'ils proposent.

Axione facture la prestation de raccordement final d'un accès passif FttE dans le cadre des Frais d'Accès au Service qui s'élèvent à 850€.

### QUESTION 24 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Quelles sont les contraintes techniques qui limitent la longueur des raccordements finals (taille ou poids du touret de câbles, standardisation des fournitures, etc.) ?

Comment doit-être caractérisée la longueur maximale d'un raccordement final « standard » : une longueur de câble, un nombre d'infrastructures (chambres ou poteaux) à solliciter lors de la réalisation ou une combinaison des deux ? Est-ce que ce critère devrait être unique ou varier selon la typologie du raccordement final ?

Les acteurs sont invités à indiquer quelle approche ils utilisent, en précisant les valeurs des seuils retenus, et pourquoi. Ils sont également invités à transmettre à l'Autorité la proportion des raccordements concernés et des éléments de coût sur ces derniers

Les STAS de l'offre FttH passive d'Axione et du contrat STOC caractérisent la longueur maximale d'un raccordement standard, qui est de 150 m (distance PBO-PTO) . Au-delà de cette longueur, le raccordement est dit long. Il est prévu contractuellement que ce type de raccordement est uniquement réalisé en mode OI.

[...]

### QUESTION 25 - RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Estimez-vous souhaitable que l'Autorité promeuve une harmonisation des pratiques entre opérateurs d'infrastructures sur la caractérisation des raccordements « longs » ? Si oui, sur la base de quels paramètres et selon quelles modalités ? Si non, pourquoi ?

Axione pourrait accueillir favorablement une harmonisation sur la caractérisation des raccordements longs dans le cadre de l'offre d'accès FttH. Néanmoins, Axione attire l'attention de l'Autorité sur les spécificités des zones RIP dans lesquelles les raccordements longs sont caractérisés différemment et dont le subventionnement d'ores et déjà prévus contractuellement. En effet, sur certaines plaques, Axione bénéficie d'une subvention forfaitaire pour les raccordements longs quel que soit leur longueur.

Pour maintenir l'équilibre économique du raccordement long dans les RIP, il est ainsi nécessaire que la réalisation des raccordements longs soit à la charge exclusive de l'OI. La non-ouverture des raccordements longs au mode STOC permettrait d'éviter les éventuelles stratégies opportunistes qui consisteraient à privilégier les raccordements longs les moins coûteux dans le cadre d'une subvention forfaitaire.

D'une manière générale, il conviendra qu'une éventuelle harmonisation ne viennent pas dégrader l'économie du raccordement final pour les exploitants de RIP.

#### QUESTION 26 - RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Est-ce qu'il existe un seuil en matière de longueur de câble ou de nombre d'infrastructure à solliciter à partir duquel un raccordement final ne peut plus être considéré comme réalisable par les opérateurs commerciaux ?

Au regard du développement ci-dessus, est-ce qu'il vous apparaît pertinent de fixer un seuil limite (que ce soit une longueur de câble ou un nombre d'infrastructures sollicitées) au-delà duquel l'OI ne devrait plus positionner de PBO ? Pour traiter ces cas, est-il préférable que l'OI diffère la pose du PBO (local « raccordable sur demande »), pour poser, lorsque le raccordement est demandé, un PBO « unitaire » à proximité du local, à partir duquel un raccordement « standard » sera réalisé ?

Axione est opposé à la réalisation de tout raccordement long en mode STOC. Cette position est justifiée par des aspects techniques avec l'obligation pour Axione de documenter l'ensemble du réseau, propriété du délégant, ce qui n'est pas assuré en mode STOC. Cette position est également justifiée par des aspects économiques car le mécanisme de subventionnement parfois forfaitaire des raccordements longs fait peser un risque d'écroulement par les OC en mode STOC. En effet, l'OC pourrait être tenté de réaliser les raccordements longs les plus courts et laisser à l'OI les raccordements les plus longs.

Les STAS de l'offre FTTH passive et du contrat STOC d'Axione précisent les critères techniques d'un raccordement standard. Ainsi, toute réalisation d'un raccordement dont la longueur est supérieure à 150 m et/ou raccordement complexe sont à la charge de l'OI. Il est à noter qu'un raccordement long a plus de probabilité qu'un raccordement standard d'être complexe. A ce titre les raccordements longs réalisés par Axione le sont en moyenne dans des délais comparables aux raccordements standards en mode STOC.

Nous estimons que le principe de « raccordable à la demande » basé sur des seuils pertinents tels que la longueur du câble ou le nombre d'infrastructures sollicitées est bénéfique. Les coûts sont basés sur une certaine « mutualisation » des infrastructures et le déploiement systématique des infrastructures pour des locaux complexes, car isolés ou sur typographie spécifique, n'est pas rentable, surtout quand le client final n'émet aucun souhait de raccorder son logement.

#### QUESTION 27 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Les acteurs sont invités à renseigner :

- (i) S'il existe aujourd'hui des raccordements longs, et s'ils sont ou non réalisés lorsque l'utilisateur final demande à être raccordé.
- (ii) Comment ces raccordements finals « longs » sont facturés entre l'OI et l'OC, en distinguant les situations suivantes : construction en mode OI, en mode STOC et reprise d'un raccordement existant (en particulier l'influence des travaux sur la restitution des droits d'usage). Quand cela est pertinent, il demandé de bien distinguer les deux types de flux : le tarif de sous-traitance (flux n° 2) et le tarif d'usage (flux n° 3).

Les offres d'accès d'Axione proposent une prestation de raccordement final unique dont le tarif d'usage (flux n°3) est unique, que le raccordement final soit long ou non.

Le contrat STOC d'Axione prévoit que le mode STOC ne s'applique pas pour les raccordements définis comme longs dans ce contrat, c'est-à-dire les raccordements de plus de 150 m. Dès lors, Axione s'occupe

de la construction du raccordement final et fait payer le tarif standard d'usage à l'OC.

#### QUESTION 28 - RECUEIL DES REACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Pour les raccordements « longs », le tarif de sous-traitance (flux n° 2) doit-il nécessairement être établi sur devis ? Vous paraît-il envisageable qu'il soit plutôt établi de manière forfaitaire ? Ou le cas échéant selon une métrique simple, comme la distance à vol d'oiseau entre le PBO et le local ? Quitte à ne garder qu'une très faible partie de cas plus exotiques sur devis ?

Dans le cas des Réseaux d'Initiative Publique, il n'est pas possible de proposer le mode STOC pour les raccordements longs. En effet, le mécanisme de subventionnement spécifique est issu d'un équilibre qui serait rompu si les raccordements longs les moins complexes étaient réalisés par les OC. De plus la nécessité pour Axione de documenter précisément les chemins de câbles ainsi que la construction de génie civil qui reviendront au délégant n'est possible que si le sous-traitant sur le terrain est directement mandaté par Axione.

Néanmoins, si le mode STOC devait être mis en place pour les raccordements longs, une grille de sous-traitance forfaitaire ou à minima selon une métrique, non pas à vol d'oiseau mais plutôt au mètre linéaire et par pallier, apparaît plus pertinente. Une tarification connue à l'avance permettrait aux OC de maîtriser leurs coûts sur ces raccordements longs et donc de déterminer leur « seuil de risque financier » qu'ils sont prêts à prendre.

#### QUESTION 29 - RECUEIL DES REACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Les acteurs sont invités à exprimer, en la justifiant, leur position sur chacune des situations décrites ci-dessus :

- Situation a) : l'OC supporte l'intégralité des coûts du raccordement « long », ce qui suppose que ces derniers puissent être supportés par un seul acteur pour que l'intervention ait effectivement lieu ;
- Situation b) : les coûts sont supportés par une surfacturation de l'ensemble des raccordements « standards » du réseau, cela permet une participation de tous les acteurs sur le segment du raccordement final, mais cela implique que le tarif d'usage moyen d'un raccordement « standard » augmente ;
- Situation c) : les coûts sont reportés sur la masse des coûts PM-PBO et donc couverts par les tarifs d'accès PM-PBO, l'OI étant responsable de la position du PBO, il pourrait être cohérent que la différence avec les cas standards soit supportée par la desserte. Cela permet de diminuer le tarif d'usage des raccordements « longs », sans augmenter celui des raccordements « standards ».

La position d'Axione sur la tarification des raccordements finals en zone RIP et la prise en compte des raccordements longs et complexes dans cette tarification sera détaillée dans la réponse à la question 40.

#### QUESTION 30 (en domaine public) - RECUEIL D'INFORMATIONS

- (i) Quelles sont les principales difficultés techniques qui excluent les raccordements de la catégorie « standards » (fourreau cassé, fourreau bouché, poteau à changer, élagage, etc.) ? Les acteurs sont invités à transmettre une classification de ces difficultés qui renseigne, pour chacune, le coût et la proportion à laquelle elle est rencontrée.
- (ii) L'OI est responsable, sur le domaine public, de la disponibilité des infrastructures d'accueil entrant dans la réalisation du raccordement final, ce qui implique de les financer. Cela appelle-il des observations de la part des acteurs ?
- (iii) Dans le cas où le raccordement est réalisé par un OC intervenant en mode STOC, la réalisation technique de certaines opérations, notamment sur le génie-civil, pourrait théoriquement être menée par l'OI ou par l'OC. Y a-t-il des opérations sur le domaine public qui pourraient être réalisées par les OC dans le cadre d'une intervention en mode STOC ? Le cas échéant, dans quelles situations et quels critères permettraient de les caractériser (nature des travaux, coût des travaux, etc.) ?
- (iv) Les acteurs estiment-ils que certaines interventions sont trop complexes pour être réalisées en mode STOC ? Le cas échéant, merci de détailler la nature de l'intervention et la raison qui les rendent irréalisables par les OC.

(v) Enfin, comment les acteurs envisagent-ils la réalisation de ces raccordements : est-ce que, dans ces cas précis, une reprise en main de l'intervention par l'OI leur semble pertinente ? Pour l'intervention complexe spécifiquement, ou pour tout le raccordement ?

- (i) La catégorisation des raccordements standards est précisée dans les STAS de l'offre FttH passive d'Axione et du contrat STOC. Tout raccordement PBO-PTO dont la longueur est inférieure à 150 m est considéré comme « standard » si et seulement si l'opération de raccordement ne représente ni une dangerosité ni une complexité importante selon les critères établis dans les STAS.

À la suite d'un échantillonnage, Axione évalue qu'environ [...] % des raccordements finals nécessitent une construction de génie civil. Avec un coût moyen généralement constaté de [...], le coût total sur les réseaux exploités par Axione serait à terme de [...].

- (ii) Axione partage a priori le constat de l'Autorité. Néanmoins, Axione insiste sur le fait que Orange doit prendre en charge la reconstruction du génie civil nécessaire à la continuité de l'infrastructure d'accueil en domaine public, y compris lorsque le génie civil concerné n'a pas été marqué comme étant la propriété d'Orange dans les plans itinéraires fournis par Orange, ce cas étant fortement majoritaire.

- (iii) (iv) (v) A l'instar des raccordements longs, les raccordements complexes ne devraient pas être éligibles au mode STOC. Axione envisage que la totalité du raccordement soit réalisé en mode OI, comme cela est d'ailleurs prévu contractuellement.

#### QUESTION 31 (en domaine public) - RECUEIL D'INFORMATIONS

Comment ces raccordements finals « complexes » sont-ils facturés entre l'OI et l'OC, en distinguant les trois situations suivantes : construction en mode OI, construction en mode STOC, reprise d'un raccordement existant (en particulier l'influence des travaux sur la restitution des droits d'usage) ? Quand cela est pertinent, les acteurs sont invités à bien distinguer les deux types de flux : le tarif de sous-traitance (flux n° 2) et le tarif d'usage (flux n° 3).

Les raccordements finals complexes, lorsqu'ils sont réalisés, le sont uniquement en mode OI. En conséquence, leur coût est à la charge de l'OI. Aucun surcoût n'est supporté par l'OC. Les effets sur le tarif d'usage et le droit de restitution sont donc neutres.

Seule une mauvaise qualification des problématiques GC rencontrées peut faire l'objet d'une refacturation vers l'OC. Il s'agit du cas où l'OC indique à tort que le fourreau est cassé. Dans ce cas précis, et en fonction des DSP, l'OI facture le déplacement à l'OC et parfois son débouchage.

#### QUESTION 32 (en domaine public) - RECUEIL DES REACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Pour que le tarif d'usage (flux n° 3) de ces raccordements reste néanmoins à un niveau qui, en pratique, ne soit pas un obstacle à sa souscription par un OC, il pourrait être envisagé une évolution des modalités tarifaires équivalente à la « situation c » décrite pour les raccordements « longs ».

La pratique d'un tarif d'usage plus faible que les coûts de construction, la différence (en particulier les coûts de génie-civil) est reportée sur la masse des coûts PM-PBO et récupérée via les tarifs du segment de la desserte.

Les acteurs sont invités à réagir à cette proposition de tarification

Dans la mesure où il est impossible de déterminer à l'avance la masse des coûts associés à la construction de génie civil ou d'utilisation des appuis Enedis dans le cadre du raccordement final – tant sur la quantité de raccordement qui sera concernée que sur le coût moyen, il sera compliqué de déterminer le montant à ajouter à un tarif PM-PBO. Cette proposition fait peser un risque important sur l'OI.

Néanmoins, si les raccordements très longs, les plus susceptibles de faire l'objet de construction de génie civil, peuvent faire l'objet d'une tarification spécifique, une solution péréquée faisant peser les coûts sur le tarif du raccordement de standard ou sur le tarif récurrent PM-PBO peut permettre de récupérer les coûts de génie civil. Il faudrait cependant s'appuyer sur des hypothèses maximalistes, quitte à trouver un mécanisme de reversement du trop-perçu le cas échéant.

QUESTION 33 (en domaine privé) - RECUEIL D'INFORMATIONS

- (i) Quelles sont les principales difficultés techniques rencontrées en domaine privé lors de la réalisation du raccordement final ? Les acteurs sont invités à transmettre une classification de ces difficultés qui renseigne, pour chacune, le coût et la proportion à laquelle elle est rencontrée.
- (ii) Les acteurs sont invités à s'exprimer sur les coûts engendrés par ces raccordements finals : qui doit les supporter et comment doivent-ils être facturés ? Est-ce qu'il vous semble pertinent que ces derniers soient exclusivement portés par le client final ou, au contraire, supportés collectivement par les acteurs, par exemple au travers d'une péréquation de ces coûts sur l'ensemble des raccordements finals de la zone ?
- (iii) Enfin, les acteurs sont invités à indiquer 1) celui qui en pratique établit le cahier des charges techniques de l'intervention et 2) celui qui en pratique réalise la remise à niveau des infrastructures d'accueil. Est-ce l'opérateur d'infrastructure qui exploite le réseau sur la zone, l'opérateur commercial qui, s'il agit en mode STOC, identifiera en premier les difficultés, ou le client final qui est responsable de la disponibilité des infrastructures d'accueil ?
  - (i) Lors de la réalisation du raccordement final, la principale difficulté remontée est l'indisponibilité des infrastructures d'accueil dans le domaine privé.
  - (ii) Les coûts relatifs aux travaux privatifs pour permettre le raccordement final sont supportés exclusivement par le Client Final, sauf dans le cas où le Délégrant a mis en place un mécanisme subventionnant la construction d'une infrastructure d'accueil en domaine privée.

## Les pratiques tarifaires

### QUESTION 34 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Chaque répondant est invité à préciser :

- en tant qu'opérateur d'infrastructure, quel volume de raccordements FttH il a produit en 2020 sur ses réseaux, en décomposant ce volume entre « mode OI » et « mode STOC » ;
- en tant qu'opérateur commercial, quel volume de raccordements FttH il a commandé en 2020, en décomposant ce volume entre « mode OI » et « mode STOC ».

Ci- dessous le volume de raccordement FttH produit par Axione en 2020 (mode STOC et mode OI) :

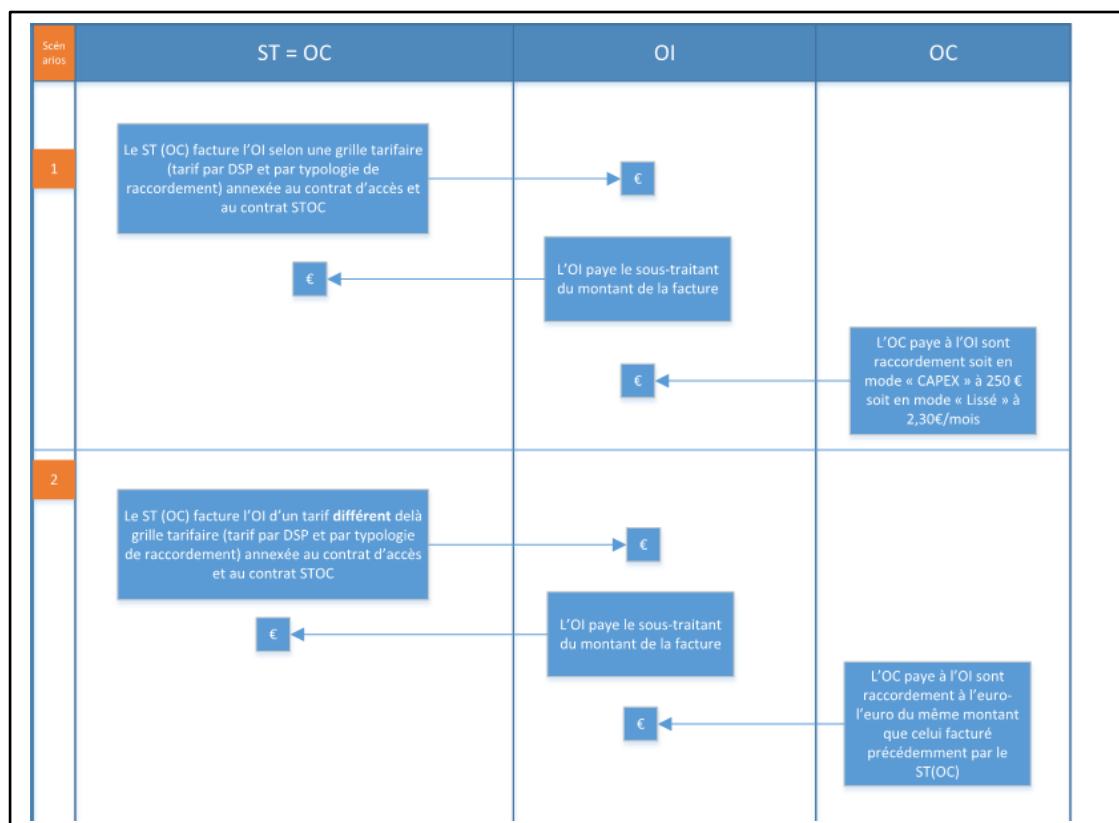
[...]



### QUESTION 35 - RECUEIL D'INFORMATIONS

- (i) Les acteurs sont invités à expliciter l'ensemble des flux financiers supportés et échangés entre l'OI et l'OC pour la réalisation d'un raccordement final en mode STOC, de la passation de la commande par l'OC à la perte de son client final.
- (ii) Dans le cadre d'une tarification à l'euro-l'euro, les échanges financiers entre OI/OC ont-ils effectivement lieu ou est-ce que ces derniers n'interviennent qu'au moment de la restitution des droits d'usage en cas de churn ?

(i) Ci-dessous l'ensemble des flux financiers lors d'un raccordement STOC



Concernant les *churns*, un tarif de restitution des droits d'usage peut être appliqués. Ces droits de restitutions sont exigibles uniquement dans le cas où l'OC sortant a choisi le mode de raccordement « CAPEX ». Dans ce cas, l'OI va payer des droits de restitution à l'OC sortant d'un montant égal au tarif d'usage de référence (250 €) avec une application d'un coefficient dégressif d'année en année et prenant en compte l'année du premier raccordement et l'année du churn. Le tarif de référence dans ce calcul des droits de restitution reste le même que l'OI est facturé le raccordement à l'euro-l'euro ou au tarif d'usage de référence de 250 €. Si l'opérateur entrant choisit également le mode de raccordement « CAPEX » alors l'OI lui facturera le tarif d'usage du même montant que le tarif de restitutions des droits d'usage payé par l'OI à l'OC sortant.

(ii) La refacturation à l'euro-l'euro intervient chez Axione que dans le cas 2 du tableau, à savoir lorsque le ST(OC) facture l'OI à un montant différent de la grille tarifaire de raccordement sous traités. Ce cas n'a pas encore été rencontré, mais dans l'optique, les échanges financiers devraient effectivement avoir lieu sans attendre la restitution des droits d'usage.

#### QUESTION 36 - RECUEIL D'INFORMATIONS

- (i) Comment ces différentes grilles de sous-traitance sont-elles négociées entre opérateurs ?
  - (ii) Les acteurs sont invités à communiquer à l'Autorité l'ensemble des grilles de sous-traitance qu'ils utilisent dans le cadre du mode STOC (avec chaque OI ou chaque OC selon les cas).
  - (iii) Les acteurs identifient-ils des conséquences particulières liées à la coexistence de plusieurs grilles de sous-traitance pour une même prestation sur un même réseau ?
- 
- (i) Axione propose une grille de sous-traitance commune à l'ensemble des OC. Cette grille peut néanmoins varier selon les DSP eu égard des spécificités des RIP (topographie du territoire, relations contractuelles avec les différents délégants).
  - (ii) [...]
  - (iii) Comme souligné en (i), une seule et unique grille de sous-traitance est proposée par DSP, ce cas n'est pas donc rencontré sur les plaques exploitées par Axione.

#### QUESTION 37 - RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

- (i) Les acteurs partagent-ils l'analyse des services de l'Autorité ? Identifient-ils d'autres risques liés à cette situation (plusieurs grilles de sous-traitance qui peuvent ne pas représenter la réalité des coûts supportés pour la réalisation des raccordements finals) ?
  - (ii) Il est par ailleurs demandé aux acteurs d'indiquer en quoi cette pratique leur apparaît compatible avec l'obligation de non-discrimination pesant sur l'OI.
- 
- (i) Axione comprend l'inquiétude de l'Autorité, c'est d'ailleurs une des raisons pour laquelle ce type de facturation à l'euro-l'euro n'est pas pratiquée sur les réseaux d'Axione. Le résultat de ces « *possibles stratégies opportunistes* » comporte un risque de hausse artificielle des flux financiers décorrélant le prix dudit raccordement de son coût.
  - (ii) Ne pratiquant pas cette méthode, nous ne sommes pas concernés.

#### QUESTION 38 - RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Les acteurs sont invités à renseigner, en justifiant, leur appétence à la mise en œuvre d'une telle grille de sous-traitance OI-OC (flux n° 2) unique.

Les acteurs sont notamment invités à répondre aux questions suivantes : quelles seraient les difficultés liées à sa mise en œuvre ? Quelles seraient les conséquences pour l'OI ? Pour les OC ? Pour les raccordements déjà réalisés ?

L'Autorité devrait-elle chercher à généraliser une telle approche ?

Pour Axione, la mise en œuvre d'une grille de sous-traitance OI-OC « unique » pour chaque OI et chaque plaque est une solution intéressante et équitable eu égard :

- Des garanties supplémentaires d'assurer un traitement non-discriminatoire des différents OC ;
- Du processus de facturation homogène et simple : une grille unique permet d'éviter les erreurs/complexités induites par la multiplication des tarifs d'usage et de leur restitution.

L'harmonisation à travers une grille STOC unique et s'appliquant à tous les OI au niveau national peut se heurter aux différentes spécificités propres à chaque territoire. En effet, pour les RIP où les raccordements aériens sont majoritaires, le coût moyen différera du coût moyen observé sur un territoire urbain où les raccordements immeubles, beaucoup moins coûteux, sont majoritaires. Un tarif moyen national est donc difficile à déterminer. Axione considère donc que cette solution ne peut être optimale et ferait peser une contrainte supplémentaire pour les OI opérant sur un seul type de zone.

En conclusion, Axione est favorable à une grille de sous-traitance unique pour tous les OC, mais gardant une différenciation en fonction de la typologie du raccordement final et de la plaque et donc de l'OI – comme actuellement.

#### QUESTION 39 - RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

- (i) Quelles seraient les difficultés liées à la pratique d'un tarif d'usage (flux n° 3) forfaitaire unique, quelle que soit la typologie, pour le raccordement final ? Les acteurs sont invités à renseigner, en justifiant, leur appétence à la pratique d'un tel tarif par l'OI.
- (ii) L'Autorité devrait-elle chercher à généraliser une telle approche ?
- (iii) La partie 4.2 aborde les raccordements finals « longs » qui présentent des contraintes techniques qui multiplient les coûts de réalisation du raccordement. Est-ce qu'il vous apparaîtrait pertinent que ce tarif d'usage (flux n° 3) forfaitaire unique prenne en compte les coûts d'intervention supérieurs sur ces raccordements (ces coûts seraient ainsi péréqués sur l'ensemble des raccordements finals du réseau concerné) ? Les acteurs sont invités à justifier leur réponse.

Cette facturation « unique » de l'OI vers l'OC, quelle que soit la typologie de raccordement, est déjà effective sur les RIPs exploités par Axione.

Cependant, cela fonctionne du fait qu'une subvention vienne parfois « compenser » le manque à gagner entre le tarif forfaitaire et le tarif de sous-traitance sur certaine de nos plaques. Il apparaît difficile dans les zones privées non-subsidées, de mettre en œuvre un tarif unique sans lever le risque de « manque à gagner », notamment sur les territoires où les raccordements les plus coûteux en aérien seraient majoritaires.

Concernant les aspects liés au tarif d'usage, Axione détaille sa position dans sa réponse à la question 40.

## Les spécificités de la zone d'initiative publique

### QUESTION 40 - RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Selon vous, quelle référence de coût vous semble la plus pertinente pour fixer une nouvelle référence tarifaire pour le raccordement final en zone d'initiative publique ? S'agit-il du coût moyen (coût péréqué selon les quatre typologies) ou du coût maximal (coût d'un raccordement final réalisé en aérien) qu'un opérateur supporte pour la réalisation d'un raccordement final en zone d'initiative privée ?

Comment les surcoûts liés aux raccordements « longs » ou « complexes » abordés en partie 4.2 et 4.3 doivent-ils être pris en compte ?

Les acteurs sont invités à justifier leur réponse.

### QUESTION 41 - RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Est-ce que cette distribution des raccordements finals vous apparaît pertinente pour décrire la zone moins dense d'initiative privée ; et ainsi servir pour fixer le tarif de référence de la zone d'initiative publique ?

Sinon, quelle référence vous semble plus pertinente ?

#### **Sur la référence tarifaire**

Conformément aux principes en vigueur sur les Aides d'Etats, la référence tarifaire pertinente dans la zone d'initiative publique est le tarif moyen dans les zones comparables, donc la zone moins dense d'initiative privée. Ce principe est bien rappelé dans le paragraphe (78) h des lignes directrices de l'UE pour l'application des règles relatives aux aides d'Etat dans le cadre du déploiement rapide des réseaux de communication à haut débit :

*« Pour le critère de référence, le tarif de gros officiel moyen qui est appliqué dans d'autres zones comparables, plus compétitives, du pays ou de l'Union sera retenu ou, à défaut d'un tarif officiel, les tarifs déjà fixés ou approuvés par le RN pour les marchés et services concernés. »*

Ainsi, la référence tarifaire la plus pertinente est le prix de référence CCF de l'offre d'accès en dehors de la zone très dense à la partie terminale des lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique d'Orange. En effet, ce tarif reflète la propension à payer d'un opérateur commercial pour un raccordement final en dehors de tout mécanisme de subvention. Ces tarifs sont repris dans le tableau suivant :

Immeuble	Souterrain	Façade	Aérien
182,00 €	397,00 €	652,00 €	751,00 €

Ces tarifs peuvent être plus élevés que les coûts établis dans la modélisation jointe à la consultation pour les raccordements de typologie « façade » et « aérien ». Néanmoins, c'est la valeur du tarif et non des coûts qui portent le signal de la propension à payer qui est important dans le contexte d'Aides d'Etats. A titre de comparaison, le tarif de co-investissement ab-initio pour le segment PM-PBO est légèrement supérieur à 500€ par prise alors que les coûts modélisés par l'Autorité dans le cadre de la fixation du tarif du dégroupage dans la ZMD d'initiative privée se situe dans une fourchette entre 327 €/ligne et 465 €/ligne<sup>1</sup>. C'est bien le tarif de l'offre de référence et non le coût qui constitue la référence tarifaire pour le tarif d'accès au PM en zone d'initiative publique.

En cohérence avec les lignes directrices, la référence tarifaire devrait se fonder sur le tarif moyen en fonction de la répartition des typologies de raccordement en zone moins dense d'initiative privée. La répartition donnée dans la consultation et fondée sur l'analyse du réseau de boucle locale cuivre peut être pertinente. Néanmoins cette analyse pose le problème de la transparence du fait de la non-disponibilité des données sous-jacentes auprès de la communauté des opérateurs. Ainsi, Axione propose d'utiliser les informations contenues dans l'IPE d'Orange pour la zone moins dense d'initiative privée pour fixer la répartition des typologies de raccordements. En effet, l'IPE d'Orange couvre une très large majorité de la

<sup>1</sup> 5,2 Md d'euros pour la fourchette basse et 7,4 Md d'euros pour la fourchette haute pour 15,9 millions de lignes selon la partie 4.1 de la décision n°2020-1493

zone moins dense d'initiative privée et chaque adresse a fait l'objet d'une analyse de la catégorie de raccordement. A fin décembre 2020, cette analyse faisait apparaître une répartition légèrement différente de celle indiquée dans la consultation, notamment avec une proportion de raccordement en aérien plus importante.

Immeuble	Souterrain	Façade	Aérien
37%	31%	7%	25%

En conséquence, la référence tarifaire serait la moyenne des tarifs d'achat des raccordements pondérée par les répartitions des typologies de raccordement selon l'IPE d'Orange en zone moins dense d'initiative privée. Cette référence est donc pour Axione de 424 € pour un raccordement standard. Il sera utile que l'Autorité fixe cette nouvelle référence dans le cadre d'une mise à jour des lignes directrices concernant la tarification des RIP.

### ***Sur les modalités de prise en compte des raccordements longs et des raccordements complexes***

Un tarif de raccordement plus élevé que le tarif actuel permettrait de couvrir les coûts non couverts aujourd'hui de mobilisation de génie civil hors infrastructures d'Orange et des raccordements les plus longs. L'enjeu cependant est qu'il n'est pas possible de prévoir de manière certaine le nombre d'interventions « non standards » sur les raccordements et le montant financier de ces interventions. En outre, il semble d'après les informations sur les premiers raccordements que ces statistiques soient significativement différentes d'un territoire à un autre.

Dans cette perspective, Axione est favorable au relèvement du tarif du raccordement en fonction de la nouvelle référence tarifaire afin de couvrir les coûts des raccordements complexes décrit comme la situation (b) dans la consultation, mais en gardant la possibilité d'avoir une tarification spécifique sur devis pour le faible nombre des raccordements les plus difficiles dont les modalités ne sont pas couvertes par les contrats de DSP - situation (a). Cependant il conviendra de voir le résultat des travaux de l'ANCT sur le financement de ces raccordements les plus complexes dans le cadre du plan de relance.

Les différences entre les territoires restent un enjeu dans le cas d'un tarif unique entre territoire. En effet, pour un territoire présentant un nombre élevé de raccordements complexes, le coût moyen sera plus important que sur un autre territoire et l'augmentation tarifaire pourrait ne pas suffire à couvrir les coûts dans le cas d'espèce. Cet enjeu pourra être traité en étant maximaliste sur les hypothèses de calcul, quitte à inventer un mécanisme ultérieur de reversement, ou une différence de tarif entre les territoires mais qui serait compliquée à évaluer compte tenue de l'incertitude sur les coûts de ces raccordements complexes avant de les avoir réalisés. Néanmoins, il sera nécessaire d'amender les contrats de DSP pour permettre à l'OI de recouvrer ces coûts.

Cette augmentation tarifaire pourrait également permettre de revaloriser la grille STOC au niveau des coûts d'une prestation réalisée dans les règles de l'art. Néanmoins, il convient tout d'abord d'assurer que le sous-traitant présent sur le terrain soit rémunéré à un tarif proche des montants de sous-traitance STOC actuels. À la suite d'audits terrain, Axione constate que cela est loin d'être le cas.

En conclusion, une revue de la référence tarifaire au niveau des pratiques de la zone moins dense d'initiative privée, qui conduirait à la hausse du tarif d'usage, permettrait de couvrir les coûts de l'OI pour la construction des raccordements complexes ainsi qu'une revalorisation de la grille STOC, si celle-ci profite aux sous-traitants de dernier niveau. La prise en compte dans le tarif d'usage des RIP des enjeux liés à l'incertitude concernant les montants en jeu et à l'équilibre des contrats de DSP demandera des analyses ultérieures à la présente consultation. Axione sera moteur pour travailler à la prise en compte de ces enjeux dans les prochains mois.

## QUESTION 42 - RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Avez-vous des observations sur la prise en compte de ces deux composantes ?

En tant qu'OI, Axione n'a pas de visibilité sur le niveau de rémunération de sous-traitant. La question d'une rémunération juste pour l'ensemble des maillons de la chaîne de sous-traitance est un facteur de l'amélioration de la qualité du raccordement. En l'occurrence, dans la situation actuelle, il semble que le coût pour l'OC soit inférieur à la grille de sous-traitance payé par Axione. De ce fait la deuxième composante peut être également un revenu pour l'OC et non une contribution.

Ainsi, Axione appelle à la vigilance de l'Autorité sur les effets induits lorsque le tarif de sous-traitance est sensiblement plus élevé que le tarif de construction.

## QUESTION 43 - RECUEIL D'INFORMATIONS

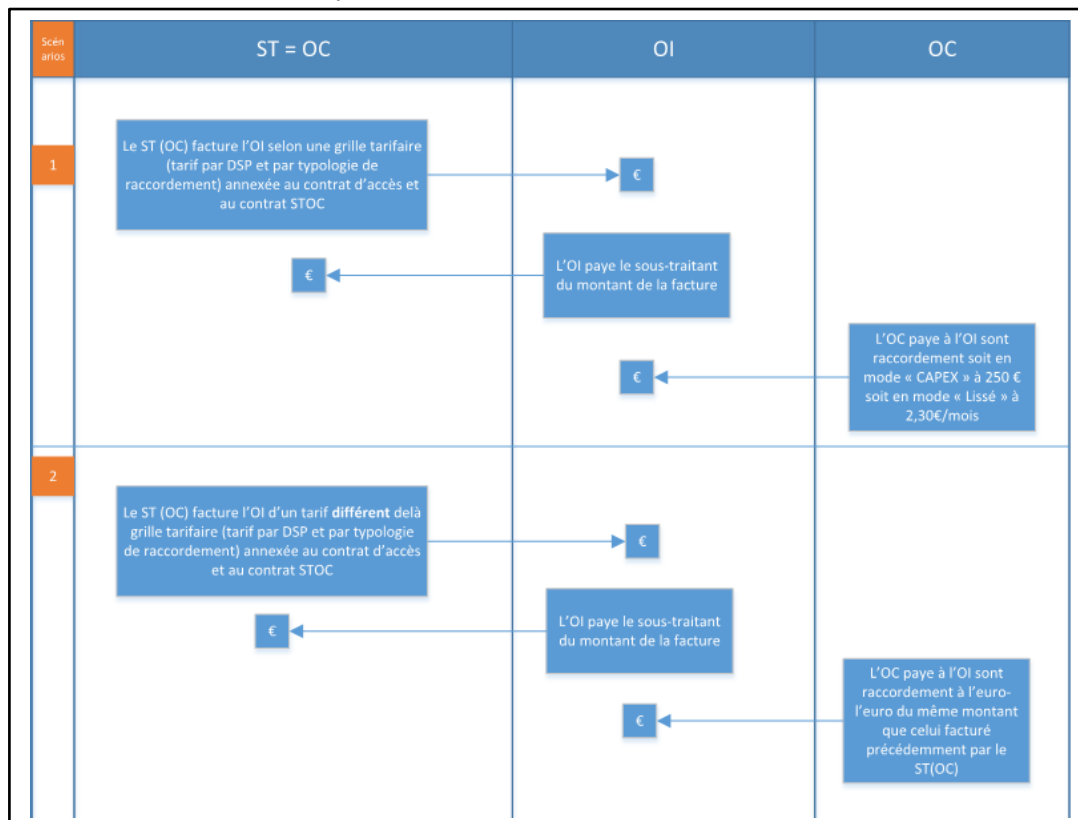
Les acteurs sont invités à expliciter l'ensemble des flux financiers supportés et échangés entre l'OI et l'OC pour la réalisation d'un raccordement final en mode STOC, de la passation de la commande par l'OC à la perte de son client final, selon que l'OC ait payé initialement le raccordement final ou qu'il le loue mensuellement.

Ils sont également invités à répondre aux interrogations suivantes :

- Comment les opérateurs négocient-ils les grilles de sous-traitance OI-OC (flux n° 2) du mode STOC en zone RIP ?
- Quelle est la conséquence de la subvention publique sur les flux financiers échangés entre l'OI et l'OC en mode STOC ?

Notamment, il est demandé aux OI de préciser les mécanismes de reversement des subventions publiques du raccordement final, lorsqu'elles existent, à l'OC. Par exemple, en mode STOC, dans le cadre d'une pratique tarifaire à l'euro-l'euro, la subvention publique est-elle reversée au moment de la facturation du raccordement final à l'OC ? Est-ce qu'elle fait l'objet d'un flux différé regroupant les raccordements finals réalisés sur un ou sur l'ensemble des réseaux de l'OI ?

La chaîne de flux financiers est indiquée ci-dessous :



Concernant le scénario 2 : Si l'OC facture un tarif de raccordement différent de la grille tarifaire, alors il n'a pas accès à l'offre « Lissé » de location de raccordement.



Concernant les *churns*, un tarif de restitution des droits d'usage peuvent être appliqués. Ces droits de restitutions sont exigibles uniquement dans le cas où l'OC cédant a choisi le mode de raccordement « CAPEX ». Dans ce cas, l'OI versera, audit OC, des droits de restitutions d'un montant égal au tarif d'usage de référence (250 €) avec une application d'un coefficient dégressif d'année en année et tenant compte de l'année du premier raccordement et de l'année du *churn*. Le tarif de référence dans ce calcul des droits de restitution reste le même que l'OI est facturé le raccordement à l'euro-l'euro ou au tarif d'usage de référence de 250 €. Si l'opérateur entrant choisi également de mode de raccordement « CAPEX » alors l'OI lui facturera le tarif d'usage du même montant que le tarif de restitutions des droits d'usage payé par l'OI à l'OC sortant.

Il y a peu de négociation entre l'OI et l'OC sur le tarif de sous-traitance car ces derniers sont généralement discutés entre le Délégrant et le Délégataire lors du contrat de DSP, avant même qu'un opérateur puisse faire des raccordements STOC sur le territoire concerné. Les tarifs de sous-traitance négociés entre le Délégrant et le Délégataire sont donc présentés aux OC, qui, en cas de refus des tarifs peuvent, soit passer en mode OI, soit appliquer le scénario 2 du schéma, c'est-à-dire sortir de la grille tarifaire et être refacturé à l'euro-l'euro. A ce jour, aucun OC a refusé les tarifs de sous-traitance même si tous ont estimé qu'ils étaient trop faibles.

La subvention, lorsqu'elle existe, est versée directement à Axione après la réalisation du raccordement final. L'OC est simplement rémunéré par le tarif de sous-traitance du contrat STOC et paie le tarif d'usage qui tient compte de la subvention.

#### QUESTION 44 - RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

- (i) Les acteurs invités à exprimer leur position sur ces différentes modalités tarifaires du mode STOC en zone d'initiative publique. Les OI RIP préciseront la modalité qu'ils retiennent dans leur contrat d'accès en indiquant la raison de ce choix.
- (ii) Ils sont également invités à exprimer leur position sur la possibilité pour les OI RIP de fixer une seule grille de sous-traitance OI-OC (flux n° 2) en contrepartie du bénéfice d'un tarif d'usage (flux n° 3) forfaitaire subventionné unique en mode « CAPEX » et « location » pour le raccordement final.
- (iii) L'Autorité devrait-elle chercher à généraliser une telle approche ?

(i) Une pratique similaire à celle de la zone d'initiative privée avec une tarification à l'euro- l'euro n'est pas adaptée au RIP, notamment aux mécanismes de subventionnement accordés sur ces réseaux. Les montants appliqués par les OC pourraient mettre à mal l'équilibre économique des DSP. En effet, il apparaît complexe d'avoir une subvention qui couvre équitablement l'ensemble des raccordements sans que ni le Délégrant ni le Délégataire ne soit « perdant » des montants appliqués par l'OC. De plus, les risques d'iniquité entre OC et l'absence de garde-fou pour se prémunir d'une hausse artificielle des tarifs d'usage (et donc du montant associé aux droits de restitution) conduisent Axione, opérateur de gros neutre, à écarter totalement cette proposition

S'agissant d'une pratique qui consiste à différencier les OC en fonction de leur acceptation de la grille de sous-traitance qu'utilise l'OI pour réaliser ses raccordements en propre comme grille de sous-traitance OI-OC (flux n° 2) », cette option présente les mêmes limites que l'option 1.

S'agissant du tarif d'usage (flux n° 3) péréqué subventionné en mode « CAPEX » et « location », à défaut une pratique à l'euro-l'euro est mise en œuvre ». C'est l'option mise en place par Axione et qui nous paraît la plus appropriée aux spécificités de la zone RIP. Elle maintient un équilibre financier entre les différentes typologies de raccordement grâce à leur péréquation et un niveau de subvention déterminé à l'avance entre le Délégrant et le Délégataire. La grille tarifaire de sous-traitance est déterminée à l'avance, au plus juste en fonction de la répartition des différentes typologies de raccordement, des coûts réels et de la subvention. Le respect de cette grille, calculée en fonction des critères précités permet d'établir un tarif d'usage péréqué et unique pour l'ensemble des OC. Cela repose sur un certain équilibre entre les typologies, c'est pourquoi, si l'OC ne respecte pas cette grille, il ne peut pas bénéficier du tarif d'usage spécifique et se verra refacturer à l'euro-l'euro. Il faut par contre que les tarifs de la grille tarifaire soient bien déterminés en fonction des coûts réels, ne pas mettre une grille avec des tarifs trop bas pour ne pas pénaliser des opérateurs, et les pousser à faire de l'euro-l'euro.

Nous mettons en place à la fois un tarif CAPEX et un tarif en location pour répondre à une demande des opérateurs, qui peuvent s'ils le souhaitent diluer leurs dépenses sur le raccordement. Cependant, le

raccordement ayant été effectué et payé par l'OI vers l'OC sous-traitant, l'OI fait en quelque sorte la « banque » pour l'OC sur plusieurs années sur ces raccordements en location.

Enfin, concernant le tarif d'usage (flux n° 3) péréqué subventionné en mode « location », à défaut une pratique à l'euro-l'euro est mise en œuvre. » Comme l'option 3, celle-ci fonctionne bien du fait d'un équilibre entre les différents raccordements, permettant un tarif d'usage péréqué unique pour l'ensemble des OC. Il faut par contre que les tarifs de la grille tarifaire soient bien déterminés en fonction des coûts réels, ne pas mettre une grille avec des tarifs trop bas pour ne pas pénaliser les opérateurs, et les pousser à faire de l'euro-l'euro.

Proposer uniquement un tarif CAPEX permet à l'OI de ne pas avancer de sa trésorerie pour payer les raccordements en sous-traitance, mais pousse moins les opérateurs à faire du volume.

(ii) Pour Axione l'établissement d'un tarif d'usage péréqué est complexe et délicat. Compte tenu des risques induits par les marges-arrières et par l'asymétrie de pouvoir de négociation entre l'OI et l'OC, nous pensons que l'option 3 et 4 (grille de sous-traitance unique) sont à privilégier. Elles ont pour avantage de favoriser un traitement équitable et non-discriminatoire de l'ensemble des opérateurs.

(iii) Axione estime que l'Autorité devrait chercher à généraliser cette approche pour éviter au maximum les dérives liées à la tarification des raccordements.

#### QUESTION 45 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Les acteurs sont invités à s'exprimer sur ces niveaux tarifaires, en précisant dans leur réponse s'ils les ont, ou non, contractés et sur l'analyse des services de l'Autorité. En particulier, est-ce que les acteurs considèrent que la pratique de ces derniers en zone d'initiative publique est pertinente ?

Pour les OC contractants, quelles sont les conséquences de l'augmentation tarifaire sur leur stratégie commerciale (mutualisation, relation avec le client final, etc.) ? En particulier, les OC contractant en mode STOC sont invités à expliciter l'ensemble des flux financiers échangés avec l'OI, de la passation de la commande à la perte du client final, en détaillant les flux influencés par le tarif de 450 €.

Ce tarif n'est pas présent dans les offres d'Axione.

Cette pratique tarifaire n'est pas éloignée de la moyenne pondérée des tarifs d'usage en zone moins dense d'initiative privée. Il convient néanmoins pour l'Autorité d'objectiver la nouvelle référence tarifaire pour la zone d'initiative publique dans le cadre d'une révision des lignes directrices sur la tarification de l'accès aux réseaux à très haut débit en fibre optique déployés par l'initiative publique.